

Que valent les menaces nucléaires de Poutine ?



La Russie a donc élevé le régime d'alerte de ses forces de dissuasion. C'est grave ? Pas tant que cela, mais un fond d'inquiétude subsiste.

DÉCODAGE

VÉRONIQUE KIESEL

En annonçant ce dimanche qu'il « mettait les forces de dissuasion de l'armée en régime spécial d'alerte au combat », Vladimir Poutine a ravivé de vieilles angoisses liées à une guerre nucléaire. Des bombardiers chargés de missiles à tête nucléaire sont-ils prêts à décoller ? Faut-il rouvrir les abris anti-atomiques ?

1

Y a-t-il une vraie menace ou est-on face à une manœuvre de dissuasion ?

« La Russie, jusqu'ici, ne fait rien d'inattendu : elle est en plein dans ses principes de dissuasion nucléaire », décrypte Gustav Gressel, de l'European Council on Foreign Relations. « Son but, et c'est exprimé très formellement dans sa politique nucléaire, c'est d'influencer l'opinion publique et les preneurs de décisions dans les autres pays. La Russie a déjà perdu ces opinions publiques sur les sanctions et les livraisons d'armes... »

« On est bien dans une gesticulation dont le but est d'effrayer le citoyen lambda », confirme André Dumoulin, politologue spécialiste de la défense européenne, chargé de cours à l'ULG. « Mais il y a en réalité une neutralisation, parce que la dissuasion opère des deux côtés. Nous ne sommes pas dans une logique où l'Ukraine serait l'enjeu d'une nucléarisation quelconque, qui viserait des objectifs en Europe ou ailleurs. Il faudrait pour cela que les intérêts vitaux russes soit fondamentalement menacés, que la survie même de la Russie soit en jeu : nous n'y sommes absolument pas. »

« Il y a comme une impression que Vladimir Poutine est prisonnier de son

discours », précise Alain De Neve, analyste à l'Institut royal supérieur de Défense (Bruxelles). « Dans ses allocutions qui ont précédé le lancement des opérations en Ukraine, il a évoqué la Russie comme puissance nucléaire : il n'avait donc pas d'autre choix que d'activer ce premier niveau en matière de préparation de ses troupes de combat. »

La préparation de forces conventionnelles est quelque chose de très visible. La dissuasion nucléaire est par contre toujours basée sur l'ambivalence : on ne communique pas sur sa propre détermination, mais sur ce que l'autre perçoit de cette détermination. Une sorte de poker géant...

« Du côté américain », poursuit Alain De Neve, « il n'y a jusqu'ici pas eu de communication officielle sur l'élévation du niveau de sécurité, les fameux DEFCON (DEFense readiness CONdition, état de préparation de la défense, soit le niveau d'alerte ou de préparation des forces américaines, NDLR). Même s'il s'agit pour l'instant de pure rhétorique, cela suppose certainement un niveau de préparation ou de vigilance un peu plus élevé. De toute façon, ces forces sont continuellement en alerte, au service de la dissuasion. On pourrait donc dire qu'il n'y a pour l'instant rien de nouveau sous le soleil. »

2

Vladimir Poutine pourrait-il quand même pousser sur le bouton ?

« Pour lancer une attaque, on ne pousse pas sur un bouton, mais on tourne des clés ! », précise André Dumoulin. « Il n'y a d'abord pas de vraie raison qu'il le fasse. Et puis, cela entraînerait une telle protestation mondiale, la Russie serait encore plus au ban de la société internationale. Et, avant l'usage de l'arme nucléaire, en Russie comme aux États-Unis, il y a des personnes très haut placées dans la hiérarchie militaire qui ont le droit d'intervenir. Quand Donald Trump était au pouvoir, le chef d'état-major de l'armée américaine avait demandé aux officiers supérieurs de le prévenir si le président se montrait tenté d'utiliser les codes nucléaires. »

Tous les experts ne sont pas sur la même longueur d'onde. « Je vais être honnête : je suis nerveux », a confié de son côté au *Guardian* Pavel Podvig, expert en matière d'arsenal nucléaire de la Russie, basé à Genève. « Récemment, le

« Avant l'usage de l'arme nucléaire, en Russie comme aux États-Unis, il y a des personnes très haut placées dans la hiérarchie militaire qui ont le droit d'intervenir », tempère André Dumoulin, politologue spécialiste de la défense européenne. © IIM.

Kremlin a manqué de rationalité, et ce n'est pas un bon signe. En temps de paix, les circuits sont comme déconnectés, et un ordre de lancement ne peut pas être physiquement transmis. L'ordre de Poutine permet en quelque sorte de connecter les réseaux, et donc de lancer le cas échéant un ordre de lancement. »

« C'est vrai que c'est la première fois depuis 60 ans, depuis la crise des missiles à Cuba, qu'il y a un tel niveau de tension », nuance Alain De Neve. « On a l'impression que les compteurs ont été remis à zéro : le traité ABM (anti-ballistic missile) avait été signé à Moscou en 1972 pour limiter les armes stratégiques... mais les États-Unis et la Russie en sont sortis. On est donc revenu à un type de dissuasion plus proche de ce qui existait dans les années 60... »

3

Est-il possible d'intercepter une arme nucléaire quand elle est lancée ?

« Il n'est pas possible d'intercepter un obus nucléaire tiré par de l'artillerie », précise André Dumoulin. « C'est compliqué aussi s'il s'agit d'un missile aérien : en plus, il est pratiquement impossible de déterminer s'il est nucléaire. Idem pour un missile balistique sol-sol. Ou s'il est fait usage d'un bombardier : il est très difficile de déterminer si la bombe larguée est nucléaire ou pas. On s'en rendrait compte trop tard... »

Tout cela n'est guère rassurant. « Mais si le niveau d'alerte d'une puissance nucléaire s'élève, ça, on le voit », poursuit-il. « Parce qu'il y a plus de sous-marins nucléaires qui sortent des ports, davantage de bombardiers en alerte au sol ou en l'air. Et les dalles des silos abritant des missiles intercontinentaux s'ouvrent : tout cela serait forcément observé par les satellites américains. Nous n'en sommes absolument pas là... »

Et si une arme nucléaire explosait, cela provoquerait un tollé international total : l'arme nucléaire n'a plus été utili-

sée depuis Nagasaki. C'est le tabou absolu.

4

Où en est la campagne pour le désarmement nucléaire ?

« L'heure n'est absolument pas à la dénucléarisation », analyse André Dumoulin. « Tout simplement parce que pour mener ce type de politique, il faut qu'il y ait énormément de confiance entre les partenaires. Cela a été le cas jadis avec le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, et cela a permis de résoudre la crise des euromissiles dans les années 80, et de réduire le potentiel nucléaire tactique, les Américains retirant les missiles de croisière nucléaires de leurs navires. On était là dans un schéma de confiance. Il n'existe plus... »

Mais quel sera l'impact final de la crise actuelle ? « On ignore s'il sera positif ou

en Belgique La deman

ANNE-SOPHIE LEURQUIN

C'est la ruée dans les pharmacies depuis jeudi dernier. La date coïncide avec le feu vert donné par la Chambre à la possibilité de se faire vacciner contre le covid dans les officines. Mais aussi avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la prise de Tchernobyl, qui ont réveillé la crainte d'un accident nucléaire.

Résultat : ce sont surtout des comprimés d'iode que les Belges ont été chercher massivement chez leur pharmacien. D'après l'Association des pharmaciens belges (ABP), la demande est en hausse constante : jeudi, quelque 1.500 boîtes de 10 comprimés d'iode de potassium ont été délivrées (gratuitement, sur présentation de la carte d'identité) et quasi 4.000 par jour, vendredi et samedi, tandis que le cap des 10.000 devrait être atteint ce lundi. A noter, toujours selon l'ABP, qu'on est loin des pics enregistrés en mars 2018 (jusqu'à près de 45.000 boîtes délivrées), lors de la mise en place du plan de sûreté nucléaire. Ces comprimés n'ont pas de date de péremption, seule la date de fabrication est notée sur l'emballage.

En cas de libération d'iode radioactif dans l'air, la prise d'iode de potas-